NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

La secrétaire adjointe du Département d'État américain à Erevan

La secrétaire adjointe aux Affaires européennes et eurasiennes, Karen Donfried, a rencontré le Premier ministre Nikol Pashinyan, le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan et le secrétaire du Conseil de sécurité nationale Armen Grigoryan lors de sa visite en Arménie le 18 juin. Deux jours plus tôt, elle s'entretenait à Bakou avec le président azerbaïdjanais.

Par Olivier Merlet

Le rendez-vous d'Erevan signalé la fin de la tournée diplomatique caucasienne de la secrétaire adjointe du Département d'État américain. Au cours de ses entretiens successifs avec le chef du gouvernement arménien et ses deux proches collaborateurs, elle a tenu à souligner « *la force du partenariat bilatéral basé sur des valeurs démocratiques partagées* » que l'Arménie et les États-Unis. Nikol Pashinyan a de son côté souligné les domaines de coopération entre ces deux pays et les principales priorités de l'exécutif.

Ararat Mirzoyan, évoquant les perspectives d'élargissement de la coopération dans les domaines d'intérêt mutuel, s'est félicité de la poursuite des contacts au niveau officiel et du dialogue stratégique Arménie – États-Unis.

De même que le Premier ministre, se référant au règlement du conflit du Haut-Karabakh, le chef de la diplomatie arménienne a saisi une fois de plus pour souligner le mauvais sort des Arméniens et la participation du groupe de Minsk de l'OSCE dans le cadre des négociations de paix. Karen Donfried a réitéré l'engagement des États-Unis « *à aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à résoudre tous les problèmes liés et résoudre de conflit, y compris par le biais de notre rôle de coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE* ».

« *Les États-Unis soient de bonnes opportunités pour le pays dans la région* » déclarait deux jours plus tôt à Bakou la secrétaire adjointe aux Affaires européennes et eurasiennes. Selon un article de média azerbaïdjanais "Report" mentionné sur la page Facebook de l'ambassade des États-Unis en Azerbaïdjan, Karen Donfried, évoquant un entretien au sujet des vues de communications dans la région du Zangezur autant assuré le président Aliyev de « *l'aide que les États-Unis peuvent apporter à un large éventail de questions liées. Il s'agit d'une partie importante du processus de paix, et nous attendons avec impatience des progrès des deux côtés* ».

2.Le Courrier d'Erevan

14 juin 2022

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe est arrivée en Arménie pour son visite officielle. La rencontre du ministre arménien des Affaires étrangères et de la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe aura lieu le 17 juin au ministère des Affaires étrangères. Dans le cadre de la visite, des rencontres avec le Président arménien, le Premier ministre, le Catholicos de tous les Arméniens, le vice-président du Parlement, le ministre de la Justice sont également prévues.

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe a rendu hommage aux victimes du Génocide arménien

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejčinović Burić, a visité le Memorial du genocide arménien Tsitsernakaberd et a rendu hommage aux victimes du Génocide arménien.

3.Le Courrier d'Erevan

16 juin 2022

Nikol Pashinyan appelle « le peuple arménien et le peuple d'Arménie à s'unir autour de l'agenda pour la paix »

À l'occasion du rapport annuel sur l'exécution du budget 2021 de l'État arménien à l'Assemblée nationale le mercredi 15 juin, Nikol Pashinyan s'est de nouveau expliqué sur la question du Nagorny Karabakh. Nous reproduisons sous ces lignes l'intégralité de son discours, version traduite, le texte original en arménien est disponible sous ce lien.

« Chef Président de l'Assemblée Nationale,
Chers députés,
Dirigeants membres du Gouvernement,
Chers étudiants,
Chers pays,

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de l'intérêt que vous portez à la discussion du rapport d'exécution du budget 2021. Le budget est l'un des documents clés du pays, nous avons eu de nombreuses occasions de discuter publiquement de ses caractéristiques politiques, économiques et financières au cours des cinq dernières mois. Une place particulière dans ces discussions a été occupée par le soutien financier fourni à l'Arménie par le gouvernement arménien en 2021.

Dans ce contexte, je dois souligner à nouveau que le budget de 2021, l'exécution duquel nous discutons aujourd'hui, a été conçu et exécuté dans des circonstances exceptionnelles. Je pense que le gouvernement a délaissé l'Arménie - le seconde est quelque a réagi l'adoption de la résolution "*L'Arménie est ferm jamais partie de l'Azerbaïdjan*", essayant de justifier que c'était la politique qu'elle avait mené pendant son règne. Si le gouvernement actuel n'adopte pas cela, il tombé alors la question de l'Arménie. Je vous rappelle qu'il y a aujourd'hui des gens en extrême opposition qui étaient au pouvoir de 1998 à 2018, c'est-à-dire que depuis 20 ans, le développement les frères précédent.

Aujourd'hui, je voudrais faire quelques commentaires sur la première et la deuxième déclaration. La première thèse, je pense, n'est officiel que par les indicateurs budgétaires dont nous avons parlé à plusieurs reprises. Pour la période 2021-2022, le budget de l'Arménie, le gouvernement arménien à l'Artsakh de même. Pour clarifier ces chiffres, permettez-moi de dire qu'en 2018, le budget de l'Arménie s'élevait à 317,9 milliards de drams, ce qui était le plus élevé de toute la période d'après-guerre, c'est-à-dire depuis les années 90. Du ce montant, 57,8 millions de drams ont été payés par le gouvernement arménien. En 2021, le budget de l'Artsakh, la partie des recettes, était de 174 milliards de drams, dont le montant venait par la République d'Arménie s'élevait à 128 milliards de drams.

En d'autres termes, dans la période d'après-guerre, le budget de l'Artsakh était le plus élevé de l'histoire. L'Artsakh n'a jamais eu un plus grand budget, la République d'Arménie n'a jamais apporté autant de soutien à l'Artsakh. En d'autres termes, le soutien de la République d'Arménie à l'Artsakh en 2021 a augmenté de 122 % par rapport à 2019 ou de 70 millions de drams, et le budget de l'Artsakh dans son ensemble a augmenté de 68 % ou 45 millions de drams. 73% du budget de l'Artsakh en 2021 a été payé par le gouvernement de la République d'Arménie. En 2021, le soutien du gouvernement arménien au budget de l'Artsakh était supérieur au budget total de l'Artsakh en 2019. En d'autres termes, en 2021, le soutien de l'Arménie à l'Artsakh était supérieur à l'ensemble du budget de l'Artsakh en 2019. Permettez-moi de vous rappeler que de décembre 2020 à fin 2021, nous avons mis en oeuvre un programme de 136 milliards de drams en Artsakh. Pendant cette période, tous les salaires, toutes les prestations de retraite, toutes les dépenses du système de santé et d'éducation ont été remboursés avec les fonds alloués par le budget de l'Arménie. À partir de novembre 2020 et tout au long de 2021, toutes les dépenses communales du peuple d'Artsakh ont été remboursées par le budget de l'État de la République d'Arménie.

Pour 2022, le soutien budgétaire du gouvernement arménien à l'Artsakh s'élève à lui seul à 160 milliards de drams. Autrement dit, en 2022, par rapport à 2021, le montant fourni par le gouvernement arménien à l'Artsakh a augmenté de 32 milliards de drams et de 102 milliards de drams par rapport à 2019. Grâce à ces fonds, une augmentation de 20% des pensions et des prestations a été possible en Artsakh. La construction de logements à grande échelle est en cours.

Chers collègues,

Nous n'avons même pas tambourinat tout cela, je pense que nous avons fait ce qu'il fallait, car c'est notre travail, le gouvernement arménien a été, est et sera aux côtés de l'Artsakh, peu importe combien de cercles ne le remarquent pas ou essayent de semer la discorde entre l'Arménie et l'Artsakh. À cette fin, je veux dire que l'opposition radicale visant à semer la discorde en Artsakh-Arménie ne fera jamais partie du slogan et de la stratégie de l'Azerbaïdjan.

Et puisqu'on ce sens notre opposition radicale a finacié toutes les frontières possibles, je dois annoncer une nouvelle décoration. Ces délégations sont complètement fausses, car tout au long de l'histoire du processus de négociation, Robert Kocharyan et Serge Sargsyan, ainsi leur satellite politique "Gholamshtsyan" ont reconnu l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, ou n'ont pas été guidés par le principe "*L'Artsakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan*". Je le répète, tant au long de l'histoire du processus de négociation, Robert Kocharyan et Serge Sargsyan, ainsi leur satellite politique "Gholamshtsyan" ont reconnu l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, ou n'ont pas été guidés par le principe "*L'Artsakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan*".

Naturellement, une telle déclaration responsable doit être basée sur des preuves concrètes, je vais maintenant les présenter. Le 25 novembre 1998, le président arménien de l'époque, Robert Kocharyan, a accepté comme base de négociation la proposition des "*Effet conjoint*" présentée par les coprésidents, qui citait, je cite : « *Ensemble avec l'Azerbaïdjan, il forme un État commun à l'intérieur des représentants reconnus* ».

Deuxième citation du passé: "*État commun*" : « *Les citoyens du Haut-Karabakh en tant que carte d'identité autant un passeport azerbaïdjanais avec une note spéciale sur le Haut-Karabakh* », fin de citation. Naturellement, Robert Kocharyan, Serge Sargsyan et l'ARF-Dashnaktsutyun étaient au courant de cela. Il est étrange qu'ils n'aient pas répondu à cette proposition des coprésidents, affirmant que "*l'Artsakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan*". Au contraire, sur la base de la version mentionnée, non seulement ils n'ont pas exclu que l'Artsakh puisse faire partie de l'Azerbaïdjan, mais ils ont également reconnu le Haut-Karabakh comme le territoire de l'Azerbaïdjan. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter plus que le point en question stipule directement que l'Arménie doivent la rétrocéder à l'Azerbaïdjan.

Le paquet de négociations "*État commun*" a été suivi du paquet dit "*échange territorial*", dont j'ai également parlé à plusieurs reprises. Mais aujourd'hui, je tenais à souligner qu'avec ce paquet de négociations, les délégations arméniennes de l'époque ont reconnu l'Artsakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan. Pourquoi ? Parce que le sens du paquet mentionné était que l'Arménie cède la région de Meghri à l'Azerbaïdjan pour obtenir le Haut-Karabakh en retour. En d'autres termes, c'Arménie devait céder une partie de son territoire souveraine à l'Azerbaïdjan pour obtenir le Haut-Karabakh, cela signifie qu'elle reconnaissait le Karabakh comme le territoire de l'Azerbaïdjan. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter plus que le point en question stipule directement que l'Arménie doivent la rétrocéder à l'Azerbaïdjan. Pourquoi ? Parce que le sens du paquet mentionné était que l'Arménie cède la région de Meghri à l'Azerbaïdjan pour obtenir le Haut-Karabakh en retour. En d'autres termes, c'Arménie devait céder une partie de son territoire souveraine à l'Azerbaïdjan pour obtenir le Haut-Karabakh, cela signifie qu'elle reconnaissait le Karabakh comme le territoire de l'Azerbaïdjan. Je pense qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter plus que le point en question stipule directement que l'Arménie doivent la rétrocéder à l'Azerbaïdjan.

En d'autres termes, en discutant des deux concepts de négociation bien connus mainenantmentnés, nous voyons que pendant leur règne, le trio Robert Kocharyan-Serge Sargsyan-Dashnaktsutyun a dans un cas accepté que l'Artsakh puisse faire partie de l'Azerbaïdjan, et dans le second, accepté que l'Artsakh fasse partie de l'Azerbaïdjan. Ces réalités ont été encore renforcées lors de la discussion des Principes de Madrid. Permettez-moi de vous rappeler que ces principes ont été officiellement présentés à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan par les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE en 2007 à Madrid, et que la partie arménienne a consenti à les accepter comme base des négociations. Lorsque cela s'est produit, Robert Kocharyan démissionne, mais ce partisan de l'injustice qui a pris le pouvoir, dès pendant toute la négociation précédente, ainsi que lors de l'adoption des principes de Madrid, le disant conséquemment.

Et disons qu'en prenant les Principes de Madrid comme base de négociation, les délégants arméniens de l'époque ont accepté le Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, excluant toute possibilité pratique que le Karabakh fasse partie de l'Azerbaïdjan. Du quelle façon ce que j'ai dit est justifié ? Comme on le sait, les principes de Madrid stipulaient que le statut futur du Haut-Karabakh devait être déterminé par un référendum organisé par les parties, c'est-à-dire entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La première question qui se pose est la suivante : dans ce cas, quel devrait le statut de l'Arménie et l'Azerbaïdjan ? Je 10 décembre 1991 au Haut-Karabakh ? Si vous dites que le statut de l'Arménie devrait être déterminé par un futur référendum, vous reconnaissez que le Haut-Karabakh est un territoire indépendant. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de vous rappeler que le principe "*L'Artsakh ne fera jamais partie de l'Azerbaïdjan*" n'a pas été décidé, vous décrivez tout le discours arménien et la résolution de la question du Haut-Karabakh.

Parce que tout ce que la partie arménienne avait à dire, c'est que le Haut-Karabakh n'a jamais fait partie de l'Azerbaïdjan indépendant, de manière tout à fait légale, c'est-à-dire qu'il a quitté l'Azerbaïdjan soviétique par référendum. C'est la langue arménienne depuis 1991. Au milieu des années 2000, occupant les Principes de Madrid, le trio Robert Kocharyan-Serge Sargsyan-Dashnaktsutyun a en fait rendu le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan en disant que le référendum tous le 10 décembre 1991 n'a pas déterminé le statut de l'Artsakh, c'est-à-dire que le Haut-Karabakh n'a pas obtenu son indépendance en son statut par le biais de ce référendum, ce statut devrait être déterminé par un référendum à venir.

De plus, les Principes de Madrid ont exclu l'absence du Haut-Karabakh dans le cadre de négociations. Pourquoi ? Parce que, selon ces principes, l'Azerbaïdjan a reçu un droit de vetto sur la détermination du statut futur du Haut-Karabakh, c'est-à-dire qu'il a la possibilité d'empêcher la définition de tout statut indésirable pour lui. Cela peut être démontré par un exemple concret. Les paquets de Madrid stipulaient que le référendum sur le statut du Haut-Karabakh devait avoir lieu dans les trois communes entre les parties. L'Azerbaïdjan a déclaré qu'il ne participerait pas à ce référendum, prétendant que le Haut-Karabakh n'a pas été reconnu par l'Azerbaïdjan, le référendum devrait avoir lieu dans 5 ans ou 50 ans, c'est-à-dire que le Haut-Karabakh n'aurait jamais de statut défini.

Le Haut-Karabakh n'aurait jamais de statut intermédiaire, car il ne pourrait recevoir un statut intermédiaire qu'avec le consentement de l'Azerbaïdjan. Et l'Azerbaïdjan lui a dit qu'il ne participerait pas à un référendum. Mais le Haut-Karabakh, qui désormais plus tard sa ligne de conduite, c'est-à-dire les actions arméniennes, depuis de nombreuses années, nous permettent que les négociations se déroulent bien, que nous avoyons vers les violations de son objectif.

Nous savons que la partie arménienne a toujours fermement soulignée que dans les négociations, il est décrété que les questions à soumettre à un éventuel référendum ne peuvent avoir aucune restriction, elles peuvent sensiner n'importe quel statut du Haut-Karabakh. Cela signifie en ce que la question posée par référendum pourrait également impliquer le statut du Haut-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan, car s'il y a aucune restriction sur le statut ou la question, la question peut être, être-vous d'accord que le Haut-Karabakh soit un territoire administratif dans le cadre de l'Azerbaïdjan ? A quoi répondrez-vous ? A quoi répondrez-vous ? Je pense que la logique des négociations aurait les ? Les Actes du Haut-Karabakh ne se sont pas plus tard, l'Arménie aurait dû le dire. Comme je l'ai déjà mentionné plus haut, très bien, l'Azerbaïdjan n'accepterait pas que le référendum se tienne dans 5 ans, ce qui signifierait que le dans 5 ans ni dans 50 ans il n'y aura de référendum.

En conclusion, je voudrais souligner que selon ma logique de négociation bitrée, sans le consentement de l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh ne pourrait pas recevoir un statut en dehors de l'Azerbaïdjan, y compris intermédiaire, c'était la logique de combiner les principes d'intégrité territoriale et d'autonomie déterminées des nations. Parce que si vous voulez obtenir l'indépendance par la réalisation du principe d'autodétermination des nations, sans violer le principe d'intégrité territoriale, qui est à la base des Principes de Madrid, le seule façon est que le sujet de l'intégrité territoriale s'accorde avec votre indépendance.

C'était la position des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, dont ils n'ont parlé personnellement, ce qui renvoit de toute l'histoire du processus de négociation, s'ils il renvoit que les revoies le Haut-Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, pourquoi ils demandent-vous la permission d'organiser un référendum au prix de l'annulation de référendum de 1991 ?

De plus, l'hérétage de négociation laissé par Serge Sargsyan ne mentionne pas que le référendum aura lieu au Haut-Karabakh. J'ai si parlé plusieurs fois. Ou dit que toute la population du Haut-Karabakh participera au référendum, plus précisément, il est dit qu'il s'agit d'un référendum national auquel toute la population du Haut-Karabakh participera. Autrement dit, toute la population du Haut-Karabakh n'est pas confondue avec le peuple, c'est-à-dire que toute la population du Haut-Karabakh fait partie du peuple. De plus, en disant l'ensemble de la population du Haut-Karabakh, nous entendons les anciens Arméniens du NKAO et ceux qui ont été contraints de quitter leur pays en raison de la logique des négociations.

Je voudrais aborder le fait qu'aujourd'hui beaucoup nous critiquent pour le fait que nous ne considérons pas comme inacceptable le principe de la reconnaissance de l'intégrité territoriale mutuelle de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. Mais nous devrions-nous ont oublié que l'Arménie, comme je l'ai dit à maintes reprises, a reconnu l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan à l'URSS indépendante, qui a été ratifié par le Conseil suprême d'Arménie en 1992. À cette époque, soit dit en passant, Robert Kocharyan et Serge Sargsyan étaient déjà du Conseil suprême d'Arménie.

Ensuite, l'opposition radicale a également reconnu le principe territorial de l'Azerbaïdjan dans le cadre du règlement du conflit du Haut-Karabakh. D'abord, prendre la proposition d'"État commun" comme base de négociation, avec le concept d'échange de territoires, comme je l'ai décrit plus haut, « *reconnaître l'intégrité territoriale du conflit du Haut-Karabakh comme l'un des principes du règlement* ». Ce sont tous des principes adoptés par Robert Kocharyan, Serge Sargsyan et l'ARF.

La République d'Arménie a reconnu l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan dans la loi sur la division territoriale administrative de la République d'Arménie adoptée en 2010, lorsqu'elle a décidé que les colonies arméniennes du Haut-Karabakh faisaient partie de l'Azerbaïdjan. Mais au moment de l'adoption de la loi, l'ARF, qui formait une majorité parlementaire, l'ARF Dashnaktsutyun a ajouté la Constitution du Haut-Karabakh. Ce qui était considéré comme la République du Haut-Karabakh est reconnu comme partie constitutive de la République d'Azerbaïdjan.

Voilà, chers collègues, chez gens, le contenu et l'hérétage de ceux qui ont négocié pendant 20 ans. Et c'est l'hérétage de ces négociations qui a créé la base de la guerre et le contexte de la guerre, qui a conduit à la guerre. Si nous sommes la cause de la guerre, pourquoi Serge Sargsyan le 17 avril 2018, je l'ai répété je ne suis candidat ou le président du gouvernement, je vous ai dit « *Je ne suis pas candidat, je ne suis pas candidat, je cite – « Je ne suis pas candidat, je ne suis pas candidat, je cite – « Je ne suis pas candidat, je ne suis pas candidat, je cite – «